CFP Quimper
3 bd du Finistère
CS
29107 Quimper

solidairesfinancespubliques.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr

Comité Social d'Administration du 22 mars 2024
Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Le gouvernement vient de raboter le budget 2024 de 10 milliards d'euros. Selon Bruno Le Maire, la baisse des prévisions de croissance économique pour 2024, oblige l'État à « se serrer la ceinture ».

Les premières mesures annoncées montrent une fois de plus de quelle ceinture il s'agit: celle de l'éducation, du logement et de la transition environnementale en particulier. Plus globalement, ce sont tous les budgets des ministères qui sont amputés et, pour la DGFiP, ce sont 108 millions de moins.
10 milliards de moins, c'est encore et toujours moins pour les fonctionnaires, les services publics et donc pour la majorité de la population. Sans oublier que cette austérité, dont le gouvernement n'ose dire le mot, sera accentuée avec 12 milliards de moins d'ores et déjà annoncés par le gouvernement pour la future loi de finances 2025.
Cette coupe budgétaire de 10 milliards résulte d'un taux de croissance beaucoup plus faible qu'attendu par le ministre Bruno Le Maire: moins de 1% au lieu du 1,4% espéré pour élaborer la loi de finances. A croire qu'il n'aurait pas perçu le problème de pouvoir d'achat rencontré dans ce pays et son impact négatif sur la consommation. Guère surprenant de la part d'un ministre de l'économie qui nous dit tous les 3 mois que l'inflation est derrière nous et que les prix à la consommation vont baisser. Mais cette coupe budgétaire est surtout faite pour répondre aux injonctions de l'évolution du déficit budgétaire et du taux d'endettement de la France à quelques jours de la prochaine évaluation de sa solvabilité...
Sans surprise, le gouvernement continue sa politique à base de vieilles recettes libérales: s'attaquer aux dépenses publiques, en s'attaquant aux fonctionnaires et aux services publics. Mais un gouvernement qui ne veut surtout pas augmenter les recettes en taxant davantage les patrimoines et les revenus des plus riches, qui ont vu exploser en 2023 leurs profits. Et encore moins augmenter les salaires, les retraites et les minimas sociaux.
Le 12 mars dernier, Emmanuel Macron s'est adressé aux hauts fonctionnaires, en leur intimant le devoir d'accélérer et d'exécuter les réformes pour obtenir des résultats.

Ce discours autoritaire reflète, sans surprise, la totale adhésion du président aux dogmes ultras libéraux qui s'appuient sur une vision étriquée du Service Public. Ces propos font écho à ce qu'a déclaré son 1er ministre au moment de la crise agricole: les maux de cette crise seraient liés à une administration trop lourde, des normes trop contraignantes et des contrôles entravant l'activité économique.
Bref, si tout va mal dans notre société, les seules responsables seraient, selon Emmanuel Macron, les administrations: trop rigides, trop complexes, trop intrusives.

Les politiques publiques néolibérales de ce gouvernement et des précédents n'ont fait que casser les services publics, qu'ils soient ceux de la santé, de l'éducation nationale, des transports... Mais aussi les services des finances publiques en faisant le choix de la réduction de la dépense publique comme dogme intangible.

À la DGFiP, **Solidaires Finances Publiques** ne cesse d'alerter sur la situation alarmante en matière d'exercice des missions et des conditions de travail des personnels, avec notamment 36 000 suppressions d'emplois depuis 2008, date de la création de la DGFiP.
Par cette vision, le Président et tous ceux qui sont sur ce dogme mettent de coté l'humain au profit du «pognon» et des privilèges d'une minorité, et oublient les nécessaires contrôles pour éviter des dérives et autres dangers sanitaires, sociaux, fiscaux ou environnementaux.

A la DGFIP, la détermination des organisations syndicales à obtenir une reconnaissance indemnitaire à la hauteur des engagements des personnels est intacte. Les négociations indemnitaires engagées à l'automne 2023 alors que notre régime indemnitaire n'a pas été revalorisé depuis plus de 10 ans, sont en cours et ont repris le 15 mars dernier avec la nouvelle directrice générale Mme Amélie Verdier.

Face aux annonces du gouvernement: plan d'austérité, mise en place de la rémunération au mérite, recrutements de "talents" contractuels dans la sphère informatique avec un traitement brut annuel allant jusquà 94 600 €..., les agentes et agents de la DDFIP du Finistère se sont fortement mobilisé.es mardi 19 mars dernier, journée de grève intersyndicale Fonction publique, avec un taux de grève de 20,48%.

Avant de dérouler l'ordre du jour de ce CSAL, **Solidaires Finances Publiques** vous rappelle une nouvelle fois votre engagement, Monsieur le Président, à nous faire une présentation du COM (Cadre d'Objectif et de moyens) lors d'un CSA.
Notre organisation vous rappelait aussi l'impérieuse nécessité pour les personnels de connaître le devenir de leurs missions.
C'est donc certainement pour accéder à la demande de **Solidaires Finances Publiques** que vous avez convié l'ensemble des agentes et agents des SIP, du SAD et du Centre de contact à un séminaire le 5 avril prochain, à l'hôtel Mercure de Quimper, pour leur présenter notamment le "SIP de demain"...

Nulle trace en tout cas de ce point ô combien structurant dans l'ordre du jour de cette instance, où nous avons par contre la surprise de découvrir un "Bilan de l'expérimentation de la fermeture progressive de l'accueil physique de la trésorerie de Brest Amendes", pour information: ça tombe bien, nous n'étions même pas informé.es de cette expérimentation, qu'un bilan nous est déjà présenté!

En ce qui concerne le règlement intérieur, pouvons-nous espérer l'avoir au retour des cloches à Pâques, ou au pied du sapin à Noël?...

Solidaires Finances Publiques note également que le point sur le télétravail que nous avions demandé à être étudié aujourd'hui, ne figure pas dans l'ordre du jour modifié qui nous a été adressé.

Décidément, le dialogue social a encore des marges de progression dans notre département!